Consultation sur les aires protégées au Bas-Saint-Laurent 2013

Le groupe environnemental Uni-Vert région Matane est un organisme sans but lucratif en environnement, créé en 1989 et s'occupant d'éducation, défense, protection et aménagements en environnement. C'est à ce titre que l'organisme a réalisé divers projets environnementaux en environnement, notamment au niveau de la protection des berges ainsi que dans l'utilisation des techniques de génie végétal pour la stabilisation des pentes. Parmi ses autres activités, on retrouve de la distribution d'arbres à la population de la région ainsi que diverses productions audio-visuelles en environnement. Le groupe s'implique aussi dans des actions avec différents partenaires.

En ce qui a trait à la présente consultation, voici notre position :

CONSIDÉRANT qu'en matière d'aires protégées, la région du Bas-Saint-Laurent accuse un grand retard avec 4,5 % de sa superficie terrestre sous protection, alors que l'objectif provincial est de 12 % pour 2015.

CONSIDÉRANT que la région a exprimé en 2010 la volonté de remédier à cette situation dans son plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) et par la mise en place de la certification environnementale des opérations forestières (FSC).

CONSIDÉRANT la proposition de territoires d'intérêt que la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) a élaborée avec ses partenaires en fonction des carences écologiques identifiées par le Ministère du développement durable, de l'environnement, de la faune et des parcs (MDDEFP) de même que la proposition d'aire protégée du comité de protection des monts Chic-Chocs

CONSIDÉRANT que l'établissement de nouvelles aires protégées est essentiel afin de protéger la biodiversité et fait partie des critères incontournables de développement durable.

CONSIDÉRANT que le Québec s'est engagé envers la communauté internationale à protéger adéquatement la biodiversité unique et remarquable de son territoire et que le Bas-Saint-Laurent doit prendre ses responsabilités et faire sa part.

Par la présente, nous appuyons la démarche, et nous :

1. Demandons **AU MINIMUM ET SANS DÉLAI** la protection de **l'ensemble des 7 territoires d'intérêt**, ainsi que du territoire présenté par le comité d'aire protégée des Chic-Chocs, territoire d'intérêt comprenant notamment des espèces à protéger, selon une analyse fine (c.a.d. un filtre fin incluant les espèces rares, menacées ou vulnérables recensées par le comité des Chic-Chocs) mais aussi territoire remarquable pour ses paysages à protéger et pour son rôle de protection des inondations, le tout, afin de doter la région de noyaux de conservation représentatifs et de grande superficie dont

l'intégrité serait assurée par le statut de réserve de biodiversité ou de réserve aquatique (UICN¹ catégorie III).

La démarche du comité de protection des Monts Chic-Chocs est la seule issue d'une proposition conséquente du milieu, fortement soutenue et bien documentée alors que les autres territoires proposés ne sont issus que du comité d'expert formé par la commission sur les ressources naturelles et le territoire et ses partenaires. Bien que les 7 territoires d'intérêt proposés par ce comité ont leur valeur, qu'ils ont fait l'objet de négociations importantes, et que nous appuyons le fait de les inclure dans une catégorie 3, l'exercice de consultation apparaît bien futile si il n'est pas bonifié, on pourrait dire pondéré positivement par la proposition de l'ajout du reste du territoire de 400 km² soumis par ce comité de l'aire protégée des Chic-Chocs. Sinon, pourquoi sollicite-t-on des propositions du milieu si un comité interne à la Cré BSL définit de son propre chef, les seuls territoires à protéger ? Le fait de ne pas avoir inclus maintenant le projet du comité des Chic-Chocs dans la consultation limite aussi les appuis qu'il peut récolter lors de la tournée de la consultation.

Si les seuls territoires à protéger ne peuvent que correspondre aux critères du filtre brut en carences établis par le MDDEFP, à quoi bon, consulter la population et les organismes puisque le portrait est déjà établi et qu'il ne reste qu'à le présenter. Outre certaines carences, d'autres critères peuvent être appliqués pour ce territoire des Monts Chic Choc présenté par le milieu, comme par exemple l'impact de la coupe en hauteur sur la possibilité de rétention d'eau des arbres, prévenant des débordements potentiels. Nous vous renvoyons à leur document de présentation pour le reste.

Notons que la proposition actuelle de la CRÉ BSL implique de passer de 4.5 % d'aire protégée à 7.4%. En y rajoutant les 214 km² supplémentaires proposés par le comité des Chics Chocs, on atteint 8.2 % en aire protégée dans le Bas St-Laurent, on est déjà bien loin du compte de la norme de 17 % proposée à l'international.

2. Demandons que des efforts supplémentaires soient déployés régionalement pour porter le niveau de protection à **12% du territoire terrestre du Bas-Saint-Laurent d'ici 2015**, afin :
 - de combler d'autres **carences écologiques** du réseau qui persistent en milieu forestier, humide, ou côtier, tant en territoire public que privé;
 - d'inclure les éléments de biodiversité à l'échelle du **filtre fin** (espèces rares, menacées ou vulnérables, etc.);
 - d'augmenter la **connectivité** entre les aires protégées, créer des zones tampons à leur pourtour, etc.
3. Demandons que les instances régionales mettent en place une **stratégie régionale de mise en valeur** des aires protégées afin de développer leur plein potentiel récréotouristique avec le support des autres paliers de gouvernement.

¹ Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). La catégorie III se définit comme une aire protégée qui assure la protection de la biodiversité en interdisant les activités industrielles d'exploitation des ressources tout en permettant le maintien de la plupart des activités récréotouristiques.

4. Demandons la poursuite d'analyses plus approfondies pour évaluer les **bénéfices** de la création de ces aires protégées (retombées récréotouristiques, emplois, etc.) et qui pourra servir de base à la stratégie régionale de mise en valeur. Il appert cependant déjà notamment en se basant sur des commentaires de l'étude de Del Degan Massé (DDM) que le territoire des Chic-Chocs (à laquelle nous ajoutons les 214 KM² supplémentaires proposés par le comité des Chic-Chocs, et non inclus dans cette étude), est un des mieux placées pour créer une bonne part des retombées en emploi prévues au niveau du récréotourisme.
5. Demandons d'attribuer le plus rapidement possible un **statut provisoire de protection aux 7 territoires d'intérêt du CRRNT et au territoire que propose le comité d'aire protégée des Chic-Chocs**, et procéder avec diligence vers un statut permanent.
6. Demandons le maintien d'une **suspension temporaire** des opérations forestières jusqu'à ce que le MDDEFP ait attribué un statut de protection aux territoires mentionnés au point 5. En effet, une implantation progressive de statut de protection à ces territoires pourrait résulter en un « cut in progress », ce qu'il faut éviter.
7. Demandons de soustraire complètement les territoires mentionnés au point 5 à toute autre activité industrielle (minière, gazière, pétrolière et autres industries) et des droits qui y sont associés jusqu'à l'obtention d'un statut officiel de protection.

Nous soulignons que ces noyaux de conservation, dans le contexte des **changements climatiques**, permettent aux espèces de s'adapter à l'abri des pressions humaines, tel que démontré dans l'avis scientifique commandé par le Conseil Régional de l'Environnement du Bas-St-Laurent sur le sujet.

En conclusion, nous sommes d'avis qu'il faut attribuer le plus rapidement possible un statut provisoire de conservation à ces territoires afin de soustraire complètement les territoires d'intérêts à toute activité industrielle (forestière, minière, gazière, pétrolière et autres industries) et des droits qui y sont associés jusqu'à l'obtention d'un statut officiel de conservation. Cette demande inclut aussi d'accorder également un statut provisoire de protection au territoire proposé par le comité d'aire protégée des Chic-Chocs car présentement des coupes y ont lieu et que ce territoire d'intérêt risque de subir d'autres coupes prochainement étant donné la possibilité de protection qui y est rattachée. Cette protection devrait être accordée à ce territoire même si du point de vue du comité du CRRNT se basant sur les critères du MDDEFP, les carences seraient moins importantes car le comité de protection des Chic-Chocs ne s'est pas exprimé devant un futur BAPE sur ce sujet et que présentement, isolé de l'inclusion avec les autres territoires d'intérêt, la protection de ce territoire est fortement en danger. Ce territoire, que les promoteurs ont réduit de 540 km² à l'origine à 400 km² pour tenir compte des préoccupations de l'industrie forestière est trop d'intérêt pour le reléguer à une éventuelle phase 2 d'ajout d'aires protégées de catégories 3.

Mémoire soumis par le groupe environnemental Uni-Vert région Matane

Rédaction : Guy Ahier

28 avril 2013